

# Dans toutes les régions, UN MÊME DROIT A L'EDUCATION, UNE MÊME MOBILISATION

*L'assemblée générale Ile de France des établissements et des écoles en lutte (qui a réuni ce 15 avril, suite à une nouvelle manifestation réussie (40 000 personnes), 113 établissements et écoles, en présence des syndicats CGT, CNT, SNES, SUD Education) lance un appel à l'ensemble des établissements et écoles du pays, aux AG de villes, de bassins et départementales :*

## **La mobilisation ne cesse de s'amplifier :**

**Au niveau des acteurs** : les lycéens, les parents et les personnels sont au coude à coude dans cette lutte ; à présent des étudiants et même des collégiens s'y mettent. L'ensemble des secteurs de l'Education nationale est touché : lycées professionnels, généraux, collèges et maintenant le premier degré. Les élus comme les médias commencent à relayer notre mouvement. . . **Au niveau géographique** : la mobilisation progresse en Ile-de-France, par le nombre d'établissements, d'écoles et de villes concernés, comme le confirme chaque manifestation parisienne, et elle s'étend en province. Si Darcos mise sur les vacances pour nous décourager, il en sera pour ses frais. A nous de transformer les congés décalés en avantage.

**Le 19 avril, nos vacances commencent**, pendant lesquelles nous assurerons la permanence de l'AG IdF par des initiatives en direction de l'opinion. Cela aura plus de sens si les établissements de la zone B puis de la zone A rentrent dans la lutte dès leurs reprises respectives. Nous vous passons le relais, cette « flamme » qui ne devra pas s'éteindre, tant que nous n'aurons pas fait remballer ses projets au gouvernement.

## **Nous proposons donc :**

- **d'être aux côtés des lycéens lorsqu'ils manifestent, jeudi 17 avril (République 14 h) ...**
- **d'amplifier les initiatives unitaires pour lutter contre la répression** : l'AG appelle à participer au Rassemblement au tribunal de Paris (métro cité) le 17 avril, à 9 h en soutien à Rodolphe Juge et elle met en place (avec les associations de défense des droits de l'homme) un dispositif de vigilance contre les arrestations : contact d'urgence, réseau d'avocats...
- **de réunir des AG à tous les niveaux pour décider la reprise ou l'amorce des grèves, des blocages, des occupations... dès le 21 avril pour la zone B, le 28 pour la zone A et le 5 mai pour l'Ile-de-France et Bordeaux.** C'est la mobilisation de chacun, de chaque AG, de chaque région, tous ensemble, qui va nous permettre de gagner sur les revendications, comme l'ont montré les Lycées H. Wallon à Aubervilliers et Voltaire à Paris ou les collèges J.Vilar à La Courneuve et Marie Curie aux Lilas.
- **de tenir une deuxième rencontre nationale des établissements en lutte le 3 mai, à 18 h, au 8 impasse Crozatier 75012 Paris, pour faire le point sur l'extension de la mobilisation, à la veille de la reprise en Ile-de-France et pour coordonner notre lutte à l'échelle nationale.**
- **de demander à l'ensemble des syndicats lycéens et enseignants d'appeler dans l'unité le 15 mai à la grève nationale et à reconduire cette grève, à la FCPE d'appeler à l'école déserte, aux fédérations de fonctionnaires d'appeler aussi au 15, pour le retrait du projet de loi sur la mobilité des fonctionnaires, avec manifestation nationale à Paris, pour faire céder le gouvernement sur :**

□ **Refus, dans tous les secteurs, des suppressions de postes et des heures supplémentaires** : et donc des sureffectifs, des suppressions de classes et de filières, d'options, de dispositifs d'aide (soutien, RASED...) ; maintien de tous les BEP et retrait de bacs pro en 3 ans. Création de tous les postes nécessaires (profs, vie scolaire, orientation, médicaux, sociaux, TOS, remplacement, renforcement des moyens des RASED...)

□ **Refus de la casse de l'école publique et des statuts des personnels** : refus de la réforme Darcos du 1<sup>er</sup> degré, des nouveaux programmes, du soutien scolaire imposé, des stages de vacances... ; abandon du rapport Pochard, de l'augmentation et de l'annualisation du temps de service, du « travailler plus pour gagner plus », augmentation des salaires pour tous ; retrait des projets de loi cassant la fonction publique (suppression de la garantie d'emploi pour les fonctionnaires) ; titularisation des précaires. Maintien et amélioration de la carte scolaire et des moyens en ZEP

**Prochaine AG IdF, ouverte à tous, le mardi 6 mai, à 17 h 30**

Bourse du Travail de Paris, 3 rue du Château d'Eau

**Contact : [ag.idf@ml.free.fr](mailto:ag.idf@ml.free.fr)**